



CHAPITRE 100

Loi modifiant la charte de la ville de
Roxboro

[Sanctionnée le 11 février 1959]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Roxboro a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ses contribuables et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 4 George V, chapitre 91, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 135,
rempl.
pour la
ville.

1. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Époque
de la con-
fection.

"**135.** Avant le premier septembre, dans l'année où une élection générale a lieu, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
rempl.
pour la
ville.

2. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Date des
élections.

"**173.** L'élection générale du maire et des échevins de la ville aura lieu tous les trois ans, le premier lundi juridique

CHAPTER 100

An Act to amend the charter of the town
of Roxboro

[Assented to, the 11th of February, 1959]

WHEREAS the town of Roxboro has, by its petition, represented that it is in the interest of its ratepayers and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 4 George V, chapter 91, and the acts amending the same, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Preamble.

1. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for town.

"**135.** Prior to the first of September, in the year when a general election takes place, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Time of
prepara-
tion.

2. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

"**173.** The general election for the mayor and aldermen of the town shall be held every three years, on the first juri-

Date of
elections.

de novembre, la prochaine élection devant avoir lieu en 1961.

Le maire et les échevins actuels, ou leurs remplaçants en cas de vacance, restent en fonctions jusqu'à l'élection de 1961 et leur mandat expire conformément aux dispositions de l'article 50 de la Loi des cités et villes."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.

Subdivi-
sions en
lots.

3. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 8°, par le suivant: "8° Pour réglementer la subdivision, l'annulation de subdivision de terrains en lots à bâtir, en incluant le tracé des rues sur ces terrains situés dans les limites de la municipalité; pour obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivision à l'approbation du conseil au moins quinze jours avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; pour prohiber toute subdivision ou tracé de rues lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et ruelles privées à indiquer que lesdites rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité;"

S.R.,
c. 233,
a. 439,
remp.
pour la
ville.

Taxe
spéciale.

4. L'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**439.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs, et l'intérêt sur icelles, imposer, par règlement, en tout ou en partie, sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité, ou sur ceux au bénéfice de qui ces améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle à raison de l'étendue du front de ces immeubles ou de l'évaluation."

S.R.,
c. 233,
a. 440,
remp.
pour la
ville.

Respon-
sabilité
pour
taxes.

5. L'article 440 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**440.** Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la corporation ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire

dical Monday of November, the next election to be held in 1961.

The present mayor and aldermen, or their successors in case of vacancy, shall remain in office until the election of October, 1961 and their term shall expire in conformity with the provisions of section 50 of the Cities and Towns Act."

3. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 8, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
town.

"8. To regulate the subdivision or the cancellation of any subdivision of land into building lots, including the laying out of the streets upon such land situated within the limits of the municipality; to compel the proprietors to submit their subdivision plans for the approval of the council, at least fifteen days before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; to prohibit any subdivision or laying out of streets whenever the same does not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality;"

Subdivi-
sion into
lots.

4. Section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 439,
replaced
for town.

"**439.** The council may, by by-law in order to pay the principal and the interest of the sums expended in the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs, impose, wholly or in part, on all the owners or occupants of immoveables in the municipality or on those for whose benefit such improvements are made, an annual special tax proportionate to the frontage of such immoveables or to the valuation."

Special
tax.

5. Section 440 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 440,
replaced
for town.

"**440.** Such special tax shall be imposed and levied, even when the owners or occupants do not avail themselves of the water from the waterworks, provided that the corporation has notified such owners or occupants that it is prepared,

Liability
for taxes.

l'eau, à ses frais, jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis leurs biens immobiliers respectifs."

at its own expense, to bring the water to the line of the street opposite their respective immoveable properties."

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.

6. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1^o, le suivant:

Nui-
sances.

"1^oa Pour décréter que le fait, pour le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot des branches, broussailles ou longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritiques, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance; pour permettre aux employés de la ville de s'introduire sur lesdits terrains pour y enlever lesdites nuisances, aux frais du propriétaire en défaut, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent subsister telles nuisances, de même que pour prescrire toutes mesures propres à les empêcher."

6. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.

"1a. To enact that the fact that the owner of a vacant lot, or of a lot partly built on, allows branches, brush and weeds to grow on said lot, or allows scrap iron, waste matter, rubbish, papers or empty bottles to remain thereon, constitutes a nuisance; to authorize the employees of the town to enter on such land to remove the said nuisances at the cost of the owner at fault, and to impose fines on persons who allow such nuisance to exist, and to prescribe all measures calculated to prevent the same."

Nui-
sances.

S.R.,
c. 233,
a. 526b,
aj. pour
la ville.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 526a, le suivant:

Taxe
de vente
autorisée.

"**526b.** Le conseil de la ville, peut, par résolution, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions et aux mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Achats
hors du
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de la ville, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite ville, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de ladite ville, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à ladite ville, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la ville.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 526a, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526b,
added
for town.

"**526b.** The council of the town may, by resolution, impose and levy a special tax not exceeding two (2%) per cent, of the same nature, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions and the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Sales
tax au-
thorized.

Every person ordinarily residing within the territory of the town or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said town, shall immediately report the matter to the treasurer of the said town, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which he may require and shall moreover pay to the said town, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of the town.

Purchases
outside
territory.

Imposition et perception.

Ladite taxe est imposée et perçue dans le territoire de la ville, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Conventions.

La ville est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la province à exercer tous les droits de la ville concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la Loi du contrôle du revenu."

S.R., c. 233, s. 581*a*, aj. pour la ville.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 581, le suivant:

Exécution de certains travaux.

"581*a*. Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements, et autres travaux dits permanents, et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

Calcul.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

Cotisation spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue du front ou de la superficie de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), et,

The said tax shall be imposed and collected within the territory of the town at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Imposition and collection.

The town is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agreements.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of the town concerning the collection of the sales tax and institute the same legal proceedings for infringement of this act as are specified in section 39*h* of the Provincial Revenue Act."

Rights transferred.

8. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 581, the following:

R.S., c. 233, s. 581*a*, added for town.

"581*a*. Upon petition signed by a proprietor or proprietors representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or part of a street or lane, approved by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, waterworks and their connections, and other so-called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes.

Carrying out of certain works.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Calculation.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by means of a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage or area of their properties, in conformity with the by-laws of the town and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chap-

Special assessment.

à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux; toutefois, dans le cas des immeubles situés à l'encoignure de deux rues, la cotisation imposée sur les immeubles selon leur étendue en front pourra être limitée, en tout ou en partie, à un côté seulement.

Terme
des em-
prunts.

Le terme de chacun de ces emprunts ne doit pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt. Ces emprunts doivent être ordonnés par règlements du conseil de la ville, qui ne sont pas sujets à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les dispositions des articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Émission
d'obliga-
tions.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations ou de débentures émises conformément aux dispositions de la charte de la ville, ou, à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Spécifi-
cation.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil sans qu'il ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite, sous son serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Fonds
d'amor-
tissement.

La cotisation spéciale prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou débentures émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations ou de ces actions enregistrées, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

Emprunt
aux ban-
ques.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations ou débentures doivent être

ter 233), and, for such purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for such works; however, the taxes imposed according to frontage on immoveables situated at the corner of two streets may be limited, in whole or in part, to one side only.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made. Such loans shall be ordered by by-laws of the council of the town, which shall not be subject to the approval of the ratepayers, as required by the provisions of sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Term
of loans.

They shall be made by means of an issue of bonds or debentures issued in accordance with the provisions of the charter of the town or, in the absence of provisions on the subject in the charter, in accordance with the Cities and Towns Act.

Bonds
issue.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the council unless a written declaration has been obtained from the town engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

Specifi-
cation.

The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the bonds or debentures issued for the payment of such works, and to redeem such bonds or registered stock at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.

Sinking-
fund.

The town is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said bonds or registered stock.

Borrow-
ing from
banks.

Such loans and the negociation of such bonds or debentures shall be made within

Delay.

faits dans les deux années suivant le parachèvement des travaux."

the two years following the completion of the works."

S.R.,
c. 233,
a. 585a,
aj. pour
la ville.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 585, le suivant:

9. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 585, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 585a,
added
for town.

Exécution
de
certains
travaux.

"585a. Le conseil peut décréter, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la ville et par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aqueduc et d'égouts nécessaires au développement général de la ville sur certaines rues, quoique la majorité des propriétaires qui en bénéficieraient n'en aient pas un besoin immédiat.

"585a. The council may order, by by-law approved by the town electors who are property-owners and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the waterworks and sewers required for the general development of the town on certain streets, although a majority of the owners who are to benefit thereby have no immediate need thereof.

Carrying
out of
certain
works.

Cotisation
spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas pour la préparation du règlement et la négociation de l'emprunt, seront défrayés au moyen d'une cotisation basée sur l'évaluation de tous les immeubles taxables de la ville.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by means of an assessment based upon the valuation of all the taxable immovables of the town.

Special
assess-
ment.

Charge
sur pro-
priétaires
intéressés.

Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles à raison de l'évaluation d'iceux.

Such by-law shall order that the cost or part of the cost for such works shall be charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immovables in proportion to the valuation thereof.

Charge
upon in-
terested
owners.

Intérêt.

Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services; elle sera divisée en versements égaux et sera prélevée pendant la période d'imposition déterminée par le règlement.

Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner; it shall be divided into equal payments and shall be levied during the period of taxation determined by the by-law.

Interest.

Rôle de
percep-
tion.

Dès la fin des travaux, un rôle de perception devra être fait selon la loi quant à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

Upon the completion of the works, a collection roll shall be made according to the law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immovables of the owners who will benefit by such works when they start making use thereof.

Collection
roll.

Entrées
au rôle.

Cette taxe imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue tel que susdit devra être entrée au rôle de perception ordinaire, chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à utiliser lesdits services.

Such tax, imposed on the immovables benefiting by such said works and which shall become due as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immovables start using such services.

Entries
on roll.

Fonds
d'amor-
tissement.

Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la ville."

Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immoveables of the town."

Sinking-
fund.

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604f, aj.
pour la
ville.

10. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 604, le paragraphe et les articles suivants:

10. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 604 thereof, the following subdivision and sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604f,
added
for town.

"§ 28a.—Du fonds de roulement

"§ 28a.—Working-fund

Fonds de
roulement
autorisé.

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique qui ne sont pas de simple entretien, ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the moneys it may need either to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long-term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund".

Working-
fund au-
thorized.

Capital
constitué.

"604b. Le capital de ce fonds n'exède pas vingt mille (\$20,000.00) dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égale montant.

"604b. The capital of such fund shall not exceed twenty thousand (\$20,000.00) dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.

Constitu-
tion of
capital.

Emprunt
à cet effet.

"604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de vingt mille (\$20,000.00) dollars remboursable dans une période de quinze (15) ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604c. The town is authorized to borrow a sum of twenty thousand (\$20,000.00) dollars repayable in a period of fifteen (15) years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that approval by the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required.

Loan
for such
purpose.

Emprunts
de ce
fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être pour un terme excédant cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autori-

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes mentioned in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how

Borrow-
ing from
such fund.

sant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et, advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Place-
ments.

"604e. Le conseil pourra transporter à ce fonds les arrérages de taxes à la fin de chaque année. Il pourra aussi employer les deniers disponibles de ce fonds à l'achat d'obligations du Canada ou de la province de Québec, qui resteront à l'actif dudit fonds.

"604e. The council may transfer to such fund the arrears of taxes at the end of each year. It may also use the available moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec which shall remain credited to such fund. Invest-
ments.

Intérêts.

"604f. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés."

"604f. The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenues of the fiscal year during which it was earned." Interest.

Annexion.

11. Le territoire ci-après décrit est détaché du territoire de La municipalité de Dollard des Ormeaux, dans le comté de Jacques-Cartier, et est annexé au territoire de la ville de Roxboro à compter de la sanction de la présente loi.

1. Le lot numéro 291 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève de Pierrefonds, moins quatre portions de la partie non subdivisée dudit lot ci-après décrites:

a) une partie dudit lot numéro 291, appartenant à Harn Realty Corp., faisant front sur la Montée des Sources et mesurant 135 pieds de largeur en front et 123.9 pieds de largeur en arrière par 200 pieds de profondeur sur sa ligne sud-est et 200.2 pieds de profondeur sur sa ligne nord-ouest, et contenant 25,690 pieds carrés de superficie, mesure anglaise; cettedite partie est bornée en front, au sud-ouest, par la Montée des Sources, en arrière, au nord-est, par une autre partie dudit lot numéro 291 appartenant à Gérard Beaudet, sur un côté, au sud-est, par une partie dudit lot numéro 291, appartenant à Edmond Lavigne et décrit ci-après au paragraphe b, et sur l'autre côté, au nord-ouest, par le lot originaire numéro 290 dudit cadastre;

b) une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Edmond Lavigne faisant

11. The territory hereafter described is detached from the territory of The municipality of Dollard des Ormeaux, in the county of Jacques-Cartier, and is annexed to the territory of the town of Roxboro as from the sanction of this act: Annexa-
tion.

1. Lot number 291 of the official cadastre of the parish of Sainte-Geneviève de Pierrefonds, less four portions of the unsubdivided part of said lot hereinafter described:

a. a portion of said lot number 291 belonging to Harn Realty Corp. fronting on the Montée des Sources and measuring 135 feet in width in front and 123.9 feet in width in rear by 200 feet in depth in its southeast side line and 200.2 feet in depth in its northwest side line, and containing 25,690 square feet in area, English measure; said portion is bounded in front, to the southwest, by the Montée des Sources, in rear to the northeast, by another part of said lot number 291 belonging to Gérard Beaudet, on one side, to the southeast, by part of said lot number 291 belonging to Edmond Lavigne and hereinafter described in paragraph b, and on the other side, to the northwest, by original lot number 290 of said cadastre;

b. a portion of said lot number 291 belonging to Edmond Lavigne fronting

front sur la Montée des Sources et mesurant 100 pieds de largeur en front et en arrière par 200 pieds de profondeur, et contenant 20,000 pieds carrés de superficie, mesure anglaise; cetteditte partie est bornée en front par la Montée des Sources, en arrière, au nord-est, et sur un côté, au sud-est, par une partie dudit lot numéro 291, appartenant à Gérard Beaudet, et sur l'autre côté, au nord-ouest, par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Harn Realty Corp. et ci-dessus décrite au paragraphe *a*;

c) une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Lionel Lavigne faisant front sur la Montée des Sources et mesurant 100 pieds de largeur en front et en arrière par 200 pieds de profondeur, et contenant 20,000 pieds carrés de superficie, mesure anglaise; cetteditte partie est bornée en front par la Montée des Sources, en arrière, au nord-est, par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Gérard Beaudet, sur un côté, au nord-ouest, aussi par une partie dudit lot numéro 291, appartenant à Gérard Beaudet et sur l'autre côté, au sud-est, par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Harn Realty Corp. et ci-dessous décrite au paragraphe *d*;

d) une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Harn Realty Corp., faisant front sur la Montée des Sources et mesurant 189.5 pieds de largeur en front et 168.5 de largeur en arrière par 200 pieds de profondeur sur sa ligne nord-ouest et 201.1 pieds de profondeur sur sa ligne sud-est, et contenant 35,800 pieds carrés de superficie, mesure anglaise; cetteditte partie est bornée en front, au sud-ouest, par la Montée des Sources, en arrière, au nord-est, par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Gérard Beaudet, sur un côté, au nord-ouest par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Lionel Lavigne et ci-dessus décrite au paragraphe *c*, et sur l'autre côté, au sud-est, par une autre partie dudit lot numéro 291 appartenant à Joseph Lavigne;

2. Toute la subdivision numéro un du lot originaire numéro 291 (291-1) dudit cadastre.

La ville de Roxboro paiera à La municipalité de Dollard des Ormeaux une compensation au montant de cinq mille

on the Montée des Sources and measuring 100 feet in width in front and in rear by 200 feet in depth, and containing 20,000 square feet in area, English measure; said portion is bounded in front by the Montée des Sources, in rear, to the northeast and on one side, to the southeast, by the part of said lot number 291 belonging to Gérard Beaudet, and on the other side, to the northwest, by part of said lot number 291 belonging to Harn Realty Corp. and hereinabove described in paragraph *a*;

c. a portion of said lot number 291 belonging to Lionel Lavigne fronting on the Montée des Sources and measuring 100 feet in width in front and in rear by 200 feet in depth, and containing 20,000 square feet in area, English measures; said portion is bounded in front by the Montée des Sources, in rear, to the northeast, by part of said lot number 291 belonging to Gérard Beaudet, on one side, to the northwest, also by part of said lot number 291 belonging to Gérard Beaudet and on the other side, to the southeast, by the portion of said lot number 291 belonging to Harn Realty Corp. and hereinbelow described in paragraph *d*;

d. a portion of said lot number 291 belonging to Harn Realty Corp. fronting on the Montée des Sources and measuring 189.5 feet in width in front and 168.5 in width in rear by 200 feet in depth in its northwest side line and 201.1 feet in depth in its southeast side line, and containing 35,800 square feet in area, English measure; said portion is bounded in front, to the southwest, by the Montée des Sources, in rear, to the northeast, by part of said lot number 291 belonging to Gérard Beaudet, on one side, to the northwest, by part of the said lot number 291 belonging to Lionel Lavigne and hereinabove described in paragraph *c*, and on the other side, to the southeast, by another part of the said lot number 291 belonging to Joseph Lavigne;

2. The whole of subdivision number one of original lot number 291 (291-1) of said cadastre.

The town of Roxboro shall pay to The municipality of Dollard des Ormeaux a compensation amounting to five thou-

(\$5,000.00) dollars, payable en trois (3) versements annuels et consécutifs de mille six cent soixante-six dollars et soixante-sept cents (\$1,666.67) chacun, qui deviendront exigibles respectivement le premier octobre 1959, le premier octobre 1960 et le premier octobre 1961 sans intérêt.

and (\$5,000.00) dollars, payable in three (3) annual, consecutive amounts of one thousand six hundred and sixty-six dollars and sixty-seven cents (\$1,666.67) each, and which are to become exigible respectively on the first of October, 1959, the first of October, 1960 and the first of October, 1961, without interest.

Abrogation.

12. Les articles 2 et 6 de la loi 7 George V, chapitre 77, sont abrogés.

12. Sections 2 and 6 of the act 7 George V, chapter 77, are repealed. *Repeal.*

Idem.

13. L'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 74, est abrogé.

13. Section 1 of the act 10 George VI, chapter 74, is repealed. *Idem.*

Entrée en vigueur.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14. This act shall come into force on the day of its sanction. *Coming into force.*